Burundi : Ni l'ONU, ni l'UA n'ont pu infléchir la position de Nkurunziza

RFI, 28-02-2016 Que penser des initiatives de la communautÃ© internationale au Burundi ? L'Union africaine va envoyer 200 observateurs et experts militaires au Burundi. La dÃ©cision a Ã©tÃ© annoncÃ©e aprÃ¨s la visite de deux jours, Ã Bujumbura, de cinq chefs d'Etat et de gouvernement africains ces derniers jours. Ni le secrÃ©taire gÃ©nÃ©ral de l'ONU au dÃ©but de la semaine, ni l'Union africaine n'ont donc inflÃ©chi la position du chef de l'Etat.Â RÃ©actions et analyses.
Plus question d'une force militaire dont l'Union africaine avait parlÃ© en dÃ©cembre. Pas de changement non plus au niveau politique car le prÃ©sident Nkurunziza refuse toujours de dialoguer avec les opposants en exil qu'il accuse d'Ãªtre impliquÃ©s dans des violences. Joint par RFI, l'universitaire AndrÃ© Guichaoua estime que la succession de visites diplomatiques, ces derniers jours, dans le pays, a quand mÃªme des effets positifs. Selon lui, la prÃ©sence internationale retarde d'Ã©ventuelles violences et, chaque semaine qui passe, est une occasion de redonner la parole aux habitants du Burundi. Â«Â La parole leur reviendra nÃ©cessairement [aux Burundais], dans la mesure oÃ¹ la dÃ©gradation des conditions de vie, les prix, les approvisionnements, lâ€™emploi, lâ€™insÃ©curitÃ© ou les difficultÃ©s en termes de santÃ©... tous ces Ã© sont perÃ§us par la population comme les Ã©lÃ©ments dâ€™une prise en otage par des enjeux politiciens et ils nâ€™en sont responsables,Â explique le chercheur.Â La capacitÃ© de rÃ©silience que lâ€™on attribue aux populations burundaises aura nÃ©cessairement ses limites. Il y a lÃ des Ã©lÃ©ments de tension ou dâ€™obligation de revenir Ã un contexte pacifique, sau prendre le risque de dÃ©clencher un sÃ©isme et une guerre civile gÃ©nÃ©raleÂ Â». Les propositions de l'UAÂ sont insuffisan pour le FORSC Mais certains, dans la sociÃ©tÃ© civile, regrettent que le projet de l'Union africaine d'envoyer une force militaire au Burundi, ait Ã©tÃ© abandonnÃ©. Rappelons que l'UA va envoyer Â« 100 observateurs des droits de lâ€™homme e 100 experts militaires pour surveiller la situation Â», selon Jacob ZumaÂ au profit de l'envoi d'observateurs et d'experts.
Â«Â Cela nâ€™a aucun sens !,Â se dÃ©sole Vital Nshimirimana, prÃ©sident du Forum pour le renforcement de la sociÃ©tÃ© Burundi (FORSC). Nous sommes en prÃ©sence dâ€™une Union africaine qui se dÃ©dit en lâ€™espace de moins de deux mo Une situation qui exigeait et qui exige la prÃ©sence de 5 000 personnes ou de 5 000 troupes ne peut pas Ãªtre compensÃ©e par 200 personnes comprenant 100 militaires et 100 civils. Tout cela ne viendrait que renforcer Nkurunziza au lieu de protÃ©ger la population civile en proie Ã une rÃ©pression atroce. Cela nÃ©cessite une force vraiment solide [et que] la CommunautÃ© internationale engage sa responsabilitÃ© [pour] protÃ©ger la population burundaiseÂ Â».